Lycéen au LP la Tournelle, à la Garenne-Colombes, Alaa est originaire d'Algérie. Il vit et étudie en France.

Son cas est classique : un banal contrôle de police l'amène rapidement au centre de rétention de Vincennes avec une OQTF préfectorale (obligation de quitter le territoire français).

Entré en France après 16 ans, Alaa figurait comme tant d'autres dans les laissés-pour-compte de la circulaire Valls du 28/11/2012, dite de « régularisation ».

D'un moment à l'autre, il peut maintenant être expulsé, renvoyé en Algérie où il n'a plus personne puisque ses parents, grands-parents, son frère et sa sœur vivent à Asnières ou dans le 92. Imagine-t-on ce jeune se retrouver totalement seul et démuni dans un pays quitté à l'adolescence et où il n'a plus rien ni personne ?

De plus, comme Alaa vivait en France il n'a pas été recensé comme il aurait dû l'être à l'âge de 19 ans. Il risque donc maintenant d'avoir – en plus de ses 18 mois de service militaire – à purger 2 ans de prison en Algérie.

Bien conscient de l'impopularité de ces expulsions de lycéens, les gouvernements de gauche comme de droite y avaient presque totalement renoncé depuis des années. Avec Alaa, verrons-nous le retour à de telles pratiques devenues exceptionnelles ?

Ni ses enseignants, ni ses camarades ne l'admettraient. Et nous ne l'admettons pas non plus.

Nous vous demandons, monsieur le Préfet, la libération d'Alaa BELKHIR, la levée de l'OQTF qui pèse sur lui et sa régularisation.

Note : une pétition en ligne